

Accessibilité pour tous : Les personnes handicapées, ou vieillissantes, refusent d'attendre encore dix ans (ou plus) !

QUI EST CONCERNÉ ? DE QUOI S'AGIT-IL ?

En France, selon l'INSEE, on compterait environ 11 millions de personnes présentant au moins une incapacité motrice, sensorielle ou intellectuelle. Certes, toutes ne sont pas « handicapées » au sens usuel du terme, mais elles sont gênées dans leur quotidien. En outre, les autres personnes qui sont actuellement parfaitement « valides » vont vieillir, et seront pour la plupart d'entre elles confrontées dans l'avenir à une ou plusieurs de ces incapacités.

Pour permettre à la population d'utiliser dans de bonnes conditions les équipements ouverts au public (écoles, mairies, commerces, cinémas, cabinets médicaux, etc.), les transports collectifs, la voirie mais aussi les logements privatifs, diverses lois et mesures ont été adoptées en France depuis 1975. Pour rendre accessible ces équipements collectifs et individuels au plus grand nombre, et à toutes les étapes de la vie, des

normes ont été édictées afin de définir une accessibilité minimale pour l'ensemble des constructions et équipements nouveaux. Le 11 février 2005, une loi a étendu l'obligation d'accessibilité, sauf dérogations dûment motivées, à l'existant, en prévoyant une échéance de 10 ans pour permettre aux autorités et aux professionnels concernés de réaliser les aménagements nécessaires. Cette loi prévoit des sanctions financières en cas de non-respect des règles à compter de 2015.

Certes, la généralisation de l'accessibilité a un coût, surtout pour l'existant, mais l'inaccessibilité a aussi un coût, un coût social énorme... Parmi une multitude d'exemples, prenons celui-ci : de nombreuses personnes vieillissantes ne peuvent plus occuper leur appartement ou leur maison, et sont obligées d'entrer de manière prématurée en maison de retraite, sans parler des chutes dans l'escalier.

L'AVEU : « IL FAUT ALLER VITE »... POUR EMPÊCHER LES CONDAMNATIONS DES CONTREVENANTS EN APPLICATION DES SANCTIONS PRÉVUES PAR LA LOI DE 2005 !

Depuis quarante ans, confrontés aux poids des lobbies du bâtiment, des transports et des commerces, voire à celui de certains élus qui accusent les normes d'accessibilité de les empêcher de construire plus de HLM, les gouvernements successifs ont fait preuve de peu de zèle pour faire appliquer ces règles... Et aujourd'hui, on nous dit que « l'échéance de 2015 ne sera pas respectée » et qu'il faut l'« enjamber »... Le gouvernement a déposé en urgence un Projet de Loi l'habilitant à régler le problème à coups d'ordonnances, autrement dit en lui donnant un chèque en blanc !

Ce projet provoque la colère des associations, car il prévoit de nouveaux délais de 3, 6 ou 9 ans pour réaliser l'accessibilité, et il donne tout pouvoir à l'administration pour rallonger ces délais... ou pour « assouplir » les normes.

Lors de la réunion de la Commission des Affaires Sociales du Sénat, le 14 avril, la principale instigatrice de ce projet, la sénatrice Claire-Lise Champion, a lâché un véritable aveu : « Nous étions à un tournant, car en 2015 les sanctions pénales prévues par la loi de 2005 s'appliqueront et les premières condamnations interviendront ! Il faut aller vite. »

NON AUX ORDONNANCES GOUVERNEMENTALES, OUI À L'ACCESSIBILITÉ !

Le CDTHED a écrit aux députés pour leur demander de VOTER CONTRE le Projet de Loi habilitant le gouvernement à légiférer par ordonnances (Cf. lettre au verso de ce tract). Il appelle les personnes concernées, les associations et organisations, les élus et responsables ainsi que tous les citoyens qui soutiennent nos revendications à en faire de même – VOIR NOTRE SITE POUR PLUS DE DÉTAILS : WWW.CDTHED.FR.

Pour contact :

CDTHED – 4 place des Jacobins – 38130 Échirolles – Tél : 04 76 84 62 95 – Courriel : contact@cdthed.fr

Antenne CDTHED de Côte d'Or – 27 avenue Édouard Belin – 21000 Dijon – Tél : 03 80 41 84 89 – Courriel : antenne21@cdthed.fr

Lettre Ouverte aux 577 députés de l'Assemblée nationale de la République française

Contre le Projet de Loi d'habilitation des ordonnances concernant l'accessibilité aux handicapés (n° 1896)

Mesdames, Messieurs les Députés,

Vous êtes invités à voter en procédure accélérée le Projet de Loi « **habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées** » : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/projets/pl1896.asp>.

Sous prétexte de la technicité et de l'urgence de la question, qui a pourtant fait l'objet d'innombrables rapports depuis des décennies, le gouvernement veut légiférer par ordonnances, sans véritable débat... Or, si l'on peut juger intéressante la création des Ad'AP (Agendas d'Accessibilité Programmée), qui en constituent la pièce maîtresse, leurs calendriers d'exécution sont insuffisamment resserrés et de plus susceptibles d'être rallongés par simples décisions administratives. Surtout, le refus du gouvernement d'appliquer des sanctions dissuasives ouvre la porte à un refus généralisé de mise en accessibilité des ERP (Etablissements Recevant du Public) de la part de ceux qui ne voient dans l'accessibilité que des normes excessives...

Un projet « consensuel »... rejeté par les intéressés !

A cette occasion, le CDTHED tient à vous rappeler que, contrairement à ce qu'a prétendu devant la Commission des Affaires sociales du Sénat le 14 avril, la rapporteure et inspiratrice de ce Projet de Loi, Mme Claire-Lise Campion, ce projet ne fait pas l'objet d'un consensus, bien au contraire. Ainsi, le 11 mars 2014, le CNCPH (Conseil National Consultatif des Personnes Handicapées) a refusé de donner un avis favorable, même « avec réserves »... Le CNCPH a adopté une motion demandant expressément l'abaissement du seuil obligatoire d'installation d'un ascenseur dans le cadre bâti d'habitation neuf à R+3, et le renforcement du contenu des Ad'AP et des délais raccourcis d'exécution : <http://www.reflexe-handicap.org/media/01/02/3763473900.pdf>.

Depuis cette date, on ne compte plus les déclarations hostiles à ce projet. Plusieurs rassemblements ont eu lieu à Rennes, Toulouse, Mont-de-Marsan, Vannes, Paris, etc. Une pétition lancée le 11 mars par l'APF a déjà recueilli plus de 190 000 signatures sur le thème « Accessibilité : la liberté d'aller et de venir ne peut pas attendre 10 ans de plus ! » : www.change.org/accessibilite.

Pourquoi cette colère des handicapés et des associations ? Comme le rappelle la Fédération des Aveugles de France dans son communiqué en date du 27 février 2014 : « Si la loi du 11 février 2005 a précisé un certain nombre d'éléments factuels, c'est la loi d'orientation du 30 juin 1975 qui a fixé l'obligation de l'accessibilité. Ce n'est donc pas 10 ans, mais 40 ans que les divers acteurs publics et privés ont eu devant eux pour faciliter l'accessibilité du cadre bâti et non bâti aux personnes handicapées. » : <http://www.faf.asso.fr/article/accessibilite-aux-personnes-handicapées-démission-du-gouvernement-inacceptable>.

Le recours aux ordonnances pour faire passer des mesures impopulaires au profit des lobbies

Certes, la version présentée aujourd'hui devant votre assemblée présente quelques modifications par rapport au Projet présenté au CNCPH... Mais il ne s'agit que de précisions juridiques, dont certaines ne font qu'aggraver nos craintes. Quoi qu'il en soit, ce projet prépare une véritable remise en cause des acquis en matière d'accessibilité, et il dynamite l'échéance de 2015 :

- En faisant du critère financier un élément important des motifs de dérogation, ce qui laissera la voie ouverte à de nombreux abus. On s'en remet au mode déclaratif, pratiquement impossible à contrôler tant au niveau de la forme que du fond...
- En laissant les responsables des transports continuer à déroger à l'accessibilité en mettant en avant le critère « prioritaire ». Ainsi les gares, même aménagées et accessibles au plan architectural, continueront à être inaccessibles dans la pratique, du fait de l'absence de moyens humains. Les moyens dits « de substitution » risquent d'être la règle. Par ailleurs, les métros de Paris et Marseille resteront inaccessibles aux usagers handicapés, qui pourtant ont patent leurs impôts, comme les autres...
- En modifiant et adaptant les règles d'accessibilité dans le sens favorable aux lobbies du bâtiment. Exemple : refus de l'abaissement de R+4 à R+3 du seuil obligatoire d'installation d'un ascenseur dans les immeubles neufs, alors que 74 200 appartements HLM desservis par ascenseur ont été perdus en cinq ans, selon une étude très documentée de l'ANPHM (Association Nationale Pour l'intégration des Personnes dites Handicapées Moteurs).
- En permettant aux petites communes des se soustraire de toute obligation d'accessibilité, alors qu'il serait possible de mettre en place des mécanismes financiers pour les aider à assumer les travaux nécessaires.

- En élargissant les commissions communales à d'autres « acteurs », ce qui entraînerait de fait une mise en minorité des associations des personnes handicapées dans un domaine qui les concerne prioritairement.

- En ne disant rien sur les copropriétés qui pourront continuer à s'opposer aux travaux de mise en accessibilité.

- Et surtout en permettant à l'autorité administrative de suspendre ou de proroger à tout moment les délais pour la réalisation des actions nécessaires à l'accessibilité, ce qui pose le problème de constitutionnalité de ce projet de loi dans la mesure où ce serait permettre à l'autorité administrative de légiférer de fait, et ce bien sûr dans un sens défavorable à l'accessibilité.

L'aveu : « Il faut aller vite »... pour empêcher les premières condamnations des contrevenants en application des sanctions prévues par la Loi de 2005 !

Lors de la réunion de la Commission des Affaires Sociales du 14 avril, Mme Claire-Lise Campion, a lâché un véritable aveu :

« Les représentants de l'hôtellerie, de la restauration et du commerce ont pris une part active dans la concertation, affichant leur volontarisme et formulant de nombreuses propositions, même après la fin de la concertation. Les représentants des collectivités ont également été très constructifs. Nous étions à un tournant, car en 2015 les sanctions pénales prévues par la loi de 2005 s'appliqueront et les premières condamnations interviendront ! Il faut aller vite. [Souligné par le CDTHED] Le Gouvernement a choisi de préserver tout le contenu de la loi de 2005 et de chercher des solutions complémentaires pour accompagner les professionnels. Par exemple, la loi impose pour les allées des ERP existants une largeur de 1,40 mètre : cette obligation est maintenue pour les allées principales, non pour les allées secondaires. C'est un détail, mais il est essentiel, car cette norme peut entraîner une perte de chiffre d'affaires. [Souligné par le CDTHED] alors qu'un fauteur électrique passe sans encombre dans une allée un peu moins large. »

Comme le relève à juste titre l'ANPHM : « Ainsi, elle reconnaît très clairement que le recours aux ordonnances s'imposait pour éviter aux exploitants ou propriétaires d'ERP privés ou publics, pour le plus grand nombre resté les bras croisés depuis près de 10 ans, de se voir assigner en justice par les personnes dites handicapées. A l'évidence, sur le contenu et sur la forme, les intérêts des personnes dites handicapées sont perçus comme subsidiaires par rapport aux intérêts des lobbies de toute nature ! »

C'est pourquoi nous vous demandons d'exiger du Gouvernement qu'il renonce à ce projet de loi dont le contenu va à l'encontre des attentes et des besoins des personnes handicapées et vieillissantes et de leurs familles, et qu'il renonce à procéder par ordonnances. Il faut au contraire ouvrir un large débat en vue de renforcer et compléter les mesures existantes (y compris les sanctions prévues par la loi) pour satisfaire enfin nos revendications, notamment :

- Le resserrement du calendrier annoncé par le gouvernement (actuellement de trois à neuf ans) pour traduire dans la réalité l'accessibilité annoncée des lieux ouverts au public.
- Le renforcement du contenu de mise en œuvre des Ad'AP, pour l'heure insuffisamment incitatif, afin d'obtenir à terme une accessibilité réelle des ERP.
- La généralisation de l'accessibilité des transports, y compris les trains, transports interurbains et métros anciens.
- L'abaissement du seuil obligatoire d'installation d'un ascenseur dans le cadre bâti d'habitation de R+4 à R+3.
- La généralisation de l'accessibilité à l'ensemble des locaux de travail, ce qui n'a pas été prévu par la loi de 2005.
- Des mesures afin que les copropriétés ne puissent pas s'opposer à l'accessibilité des locaux ouverts au public.
- Des mesures afin que les petites communes ne puissent se soustraire à l'obligation d'accessibilité.
- Des mesures afin que les critères financiers et « prioritaires » ne soient pas des motifs de dérogation.

- Plus généralement le refus de toute mesure d'assouplissement ou d'adaptation qui limiterait l'obligation d'accessibilité prévue par la loi de 2005 et l'impossibilité pour l'autorité administrative de suspendre ou de proroger les délais de mise en accessibilité en dehors des cas strictement limités et prévus par la loi actuelle.

C'EST POURQUOI NOUS VOUS DEMANDONS DE VOTER CONTRE CE PROJET DE LOI D'HABILITATION – SEUL MOYEN POUR VOUS D'IMPOSER AU GOUVERNEMENT UN VÉRITABLE DÉBAT.

Dans l'attente, nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs les Députés, l'expression de nos sincères salutations.

Pour le CDTHED : Henri Galy